

Politiques économiques

Inventaire des politiques industrielles aux États-Unis : Portrait d'un paradoxe

Linda LEE

Étudiante à la maîtrise en sciences économiques et auxiliaire de recherche à la Chaire d'études politiques et économiques américaines, Université de Montréal

Bien qu'on en entende peu parler depuis quelques années, le débat sur la politique industrielle aux États-Unis a longtemps provoqué de vifs échanges entre les tenants de la libre concurrence et ceux qui favorisent ouvertement l'interventionnisme étatique pour appuyer certaines industries considérées comme prioritaires. Dans les années 1980, plusieurs identifiaient l'absence d'une stratégie industrielle concertée aux États-Unis comme la source du retard dans la course économique avec le Japon. À l'inverse, dans les années 1990, ces vices devenaient vertus alors qu'on tenait la flexibilité du capitalisme américain comme responsable du rattrapage de la plus grande puissance économique mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, on avait tendance à sous-estimer l'ampleur des mesures d'interventionnisme étatique, qui présentent entre autres particularités celle d'être extrêmement décentralisées et variées d'un État à l'autre. D'où le paradoxe : même si on a tendance à sous-estimer l'impact des politiques industrielles sur l'économie américaine, celles-ci sont bel et bien présentes et il importe d'en rendre adéquatement compte.

An Overview of Industrial Policies in the United States: Portrait of a Paradox

This note presents an overview of industrial policies in the United States. The policy debate is examined through these three issues: the proliferation of industrial policy measures; their social goals; and the interventionist role of governments. It also explores the measures implemented at the state level. The note focuses notably on the automotive industry. In the context of North American integration, the last section focuses on the potential impact of these policies on the Canadian economy.

Cette note offre une vue d'ensemble sur les règles du jeu qui caractérisent l'utilisation des fonds publics dans le cadre des politiques industrielles aux États-Unis. Elle soulève un questionnement sur les trois thèmes suivants : la prolifération des politiques industrielles; les objectifs sociaux de ces politiques et le degré d'interventionnisme gouvernemental. Un examen des politiques à l'échelle des États est présenté. La mise en pratique de celles-ci est illustrée, entre autres, en référence à l'industrie automobile. La note se penche enfin sur l'impact de ces politiques sur le Canada dans le contexte de l'intégration économique du continent.

La Chaire d'études politiques et économiques américaines (CÉPÉA; www.cepea.umontreal.ca) est affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM; www.cerium.umontreal.ca). La Chaire bénéficie de l'appui financier du ministère des Relations internationales du Québec (www.mri.gouv.qc.ca).

La série « Notes & Analyses » publie des notes de synthèse ou des analyses plus approfondies, en français ou en anglais, produites dans le cadre des activités de la CÉPÉA. Pour recevoir ces textes au moment de leur parution et des informations sur nos activités, inscrivez-vous à notre liste d'envoi en écrivant à : cepea@umontreal.ca.

La responsabilité éditoriale de la série est partagée par l'équipe de direction de la CÉPÉA : Pierre Martin (directeur), Michel Fortmann, Richard Nadeau et François Vaillancourt (directeurs de recherche). Le contenu des textes de cette série n'engage que leurs auteurs. © CÉPÉA 2005.

Parallèlement à l'intervention des États, l'approche du gouvernement fédéral, étant donné l'absence d'une théorie de la politique industrielle, a été essentiellement instrumentale. De fait, ces trois dernières décennies, les paramètres qui définissaient l'intervention publique centralisée n'ont pas respecté une logique dominante. Par exemple, la crise du pétrole et la récession de 1975 ont représenté un cas où la pratique américaine en matière de politique industrielle fédérale s'est confondue à une politique macroéconomique¹. Or, suivant le raisonnement de la libre entreprise dans le contexte américain, les instruments privilégiés par les gouvernements pour une intervention horizontale sur la scène économique doivent agir principalement sur le système industriel dont le cadre d'intervention se définit d'abord et avant tout à l'intérieur d'une action microéconomique.

Ces dualités de position caractérisant l'axe d'intervention donnent lieu à une remise en question de la structure et des objectifs d'une telle politique. Ainsi, cette note vise, dans un premier temps, à présenter un portrait des politiques industrielles en vigueur aux États-

Unis en mettant l'accent sur leur diversité et à fournir les outils de recherche nécessaires à ceux qui souhaiteraient en savoir plus sur les politiques en vigueur dans chacun des États. Dans un deuxième temps, elle vise à exposer les principales questions de fond qui reflètent l'intensité des débats actuels: Que signifie le développement observé des politiques industrielles? Quels sont les objectifs sociaux d'une telle politique? L'intervention publique par l'intermédiaire des politiques industrielles est-elle pertinente dans le cadre d'un environnement de libre concurrence?

Le pouvoir des autorités locales et étatiques

La politique industrielle américaine est plus décentralisée que celle des autres pays sur le plan de la répartition des pouvoirs. Il existe de fait un amalgame de politiques industrielles au niveau local, car il n'y a pas de ministère à l'échelon fédéral qui régit ces différentes politiques. Les pouvoirs locaux disposent des outils de nature microéconomique et, par conséquent, ceux-ci n'interviennent sur les marchés régionaux que par l'intermédiaire de la politique sectorielle. De façon générale, la plupart des comtés et municipalités possèdent un Conseil de Développement Économique (CDE) qui gère de façon autonome leur budget. Environ 80 000 établissements de ce genre peuvent être dénombrés à travers le territoire américain². Quant au partage des pouvoirs entre les différents CDE et les autorités des États, le scénario varie, une fois de plus, d'un État à l'autre. Par exemple, les sorties de fonds relatifs aux programmes d'aide publique des CDE du Kentucky doivent préalablement être autorisées par le Département des Finances de l'État. En contraste, les CDE des comtés du Texas possèdent l'autorité d'imposer une taxe de vente pour subventionner de façon indépendante leur programme d'aide à l'investissement.

¹ Dani Rodrik, [Industrial Policy for the Twenty-First Century](#), John F. Kennedy School of Government, Harvard University (septembre 2004).

² Charles Olivier, [«Labyrinth of Incentives, United States»](#), Foreign Direct Investment, 2 décembre 2002.

Un scénario similaire à celui des comtés et municipalités se dessine au niveau des politiques industrielles des États. Le **tableau 1** (en annexe. P. 8-26) expose un aperçu de ces politiques. Celui-ci démontre qu'il est en général question d'incitatifs à l'investissement. Toutefois, ces offres sont généralement conditionnelles à la création d'emplois et à l'engagement de l'entreprise à investir un montant minimum dans l'économie de l'État. La nature des différentes stratégies d'intervention varie peu à travers les États. Cependant, les facteurs tels la générosité des offres et les critères d'éligibilité seront fonction des objectifs des autorités politiques de chaque État.

Quant à la politique industrielle fédérale, les attributions traditionnelles d'un ministère de l'Industrie se retrouvent morcelées entre diverses agences fédérales, dont entre autres le *Department of Commerce* et le *International Trade Administration*. Ainsi, l'action du gouvernement fédéral se double d'une action des pouvoirs locaux et étatiques. Bien que cette structure impose une organisation administrative relativement simplifiée et une flexibilité accrue aux autorités locales et à celles des États, la mise en œuvre simultanée de ces divers programmes fédéral, étatiques et municipaux pose un problème de cohérence interne qui vient contrebalancer les avantages conférés à la structure décentralisée.

La prolifération des politiques industrielles

Que pouvons-nous comprendre de la rationalité économique qui sous-tend cette croissance rapide des ressources budgétaires affectées aux politiques industrielles? Dans un premier temps, il importe de distinguer l'action gouvernementale dans le but de sauvegarder les emplois de l'intervention publique dans le but de créer des emplois. Dans l'optique de la sauvegarde des emplois, cette action sur les flux qui est caractérisée par une majoration des degrés de libertés des autorités publiques, entraînerait des problèmes de distorsion de concurrence. Ce traitement différencié des aides, analysé dans une perspective de long

terme, créerait une déresponsabilisation des entreprises et, par conséquent, l'introduction d'un biais quant aux décisions relatives à l'allocation des capitaux et de la main d'œuvre. Cette relation de long terme entre le gouvernement et une entreprise est particulièrement dommageable dans le contexte d'un marché concurrentiel mondialisé, car la norme intersectorielle d'efficacité, qui fait référence à un niveau de productivité « normale » si tous les facteurs de production atteignaient les niveaux de rendement correspondant à la moyenne³, exige des rendements croissants. Ainsi, la productivité relative de cette entreprise déclinerait.

Quant aux objectifs de création d'emplois, les programmes d'aide à l'investissement, au niveau fédéral, étatique et local, ont affiché, en 2003, une facture de 50 milliards⁴. L'exemple de l'industrie de l'automobile illustre clairement le cadre dans lequel ces politiques ont été appliquées. Lors de l'année 2002, Toyota annonçait son intention d'effectuer un investissement de 800 millions \$ aux États-Unis en vue de construire une usine d'assemblage pour les camionnettes Tundra. Les États candidats, dont l'Alabama, l'Arkansas, Le Mississippi, le Tennessee et le Texas, ont donc entrepris une lutte serrée pour tenter de surpasser les offres des États concurrents. Toyota a dévoilé au mois de février 2003 le grand gagnant de la course aux investisseurs. Ainsi, l'usine, accompagnée de ses 2000 nouveaux emplois, sera construite à San Antonio (Texas). La facture laissée par cette transaction aux autorités de l'État et du comté est telle que 27 millions \$ ont été offerts pour la formation des 2000 employés, 47 millions \$ en guise d'incitatif fiscal, 39 millions \$ pour l'infrastructure, l'organisation et l'achat du terrain et 3 millions \$ pour un programme de formation et de perfectionne-

³ Andrew Sharpe, [Recent Productivity Developments in Canada and the U.S.: Productivity Acceleration](#), Center for the Study of Living Standards, No.8, Fall 2004.

⁴ Micheal D. La Faive, « [Are Targeted Incentives Constitutional?](#) », Mackinac Center for Public Policy, 1^{er} décembre 2003.

ment.⁵ Un prix de consolation a été octroyé à la ville de Jackson (Tennessee) avec un investissement de 124 millions \$ et la création de 200 emplois⁶.

Le **tableau 2** (p. 27-30) fait le point sur les transactions principales qui ont été effectuées dans le cas de l'industrie automobile. Une attention particulière doit être apportée au ratio « coûts par emploi » qui représente la somme des aides publiques octroyées en fonction des prévisions de création d'emplois. Celui-ci représente un indice fiable quant à l'analyse court terme de la rentabilité de ces dépenses publiques.

Les objectifs sociaux de la politique industrielle

L'importance relative des objectifs sociaux peut être examinée à travers le cadre pratique de la politique industrielle américaine. Le rapport publié par le Secrétariat de l'OMC sur les pratiques commerciales des États-Unis démontre qu'à travers les 298 mesures commerciales recensées, 28 faisaient directement référence à des objectifs sociaux⁷. Ces objectifs faisaient référence à la sauvegarde de l'environnement, la sécurité civile et de la santé publique. Ainsi, ceux-ci s'inscrivent dans le cadre d'incitations microéconomiques et sont en général traités de façon résiduelle.

La pertinence de l'intervention publique

Notons, en premier lieu, que les politiques industrielles se répartissent entre trois pôles principaux, soit la politique sectorielle, la politique technologique et la politique de concurrence.

Les politiques industrielles interviennent directement sur les marchés par l'intermédiaire des politiques sectorielles, qui sont généralement présentes dans les industries qui ont connu des difficultés face aux changements structurels. De fait, cette action se concentre surtout au sein des industries de l'automobile, de la sidérurgie, de l'électronique, de la construction et de l'aéronautique. D'un point de vue théorique, le coût d'option ainsi que le coût social de ces ressources publiques sont élevés car celles-ci auraient pu être réaffectées à un secteur relativement plus productif. La pratique est en fait plus nuancée, car le gouvernement vient en aide aux entreprises en difficulté lorsque ces entreprises sont importantes. Par exemple, la menace de faillite d'un monopole exercera une pression considérable sur les autorités locales pour une mobilisation des ressources publiques.

En ce qui a trait à la politique technologique, le gouvernement fédéral constitue la principale source de fonds publics pour le financement des projets privés de recherche et développement (R&D). Les États contribuent davantage au développement de la recherche en milieu universitaire. Pour l'année 2001, les trois secteurs principaux bénéficiaires des fonds fédéraux pour la R&D ont été l'industrie du transport, l'électronique et les chantiers navals.⁸ Les activités de R&D, par l'entremise de leur effet de diffusion, sont caractérisées par d'importantes externalités positives. Le gouvernement fédéral subventionne ces activités car le risque de financement est parfois trop important pour une seule firme de sorte que les projets ne seront pas exécutés alors que du point de vue des bénéfices sociaux, la réalisation d'une telle activité est désirable.

À l'exception de la politique de concurrence antitrust dont la responsabilité relève du gouvernement fédéral, les gouvernements n'interfèrent pas avec le droit des actionnaires. En effet, au-delà des lois tels le *Sherman Act* de

⁵ Section du site web officiel du Conseil de Développement de la Ville de San Antonio, Texas. Tel que rapporté à la page "Business" de ce site: www.sanantonio.gov/edd/

⁶ Cet article est disponible sur le site [web officiel du comté de Jackson](http://web.officiel.du.comté.de.Jackson), Tennessee, sous la rubrique Archives du 28 mai 2003.

⁷ World Trade Organization, [Trade Policy Review: United States](#), 2004

⁸ Les statistiques sont disponibles dans le rapport [Research and Development in Industry: 2001](#) publié par la *National Science Foundation*.

1890, qui interdit toute pratique pouvant mener à la création d'un monopole commercial, le *Clayton Act* de 1914, qui concerne de façon générale les clauses d'exclusivité ainsi que les pratiques en matière de discrimination des prix, et le *Federal Trade Commission Act* de 1914, qui vise à enrayer la concurrence déloyale, l'interprétation quant à la définition d'une pratique déloyale tient des décisions des tribunaux⁹.

Au titre des pratiques déloyales, en 2002, le nombre d'entreprises mises à l'amende fut de 17 alors que ce nombre était de 26 en 2000. Le montant des amendes infligées aux entreprises fut de 93,8 millions \$ en 2002 alors que ce montant était de 303,2 millions \$ deux années auparavant¹⁰. Les dispositions les plus récentes concernant la législation et l'administration des règles antitrust sont apparues en février 2001 avec la loi Hart-Scott-Rodino, qui oblige les parties dont la valeur de la transaction de fusion excède 50 millions \$ à respecter le délai d'attente imposé par la *Federal Trade Administration* et le *Department of Justice*. Cette organisation des marchés, par l'intermédiaire de la politique de concurrence, fait en sorte que l'action publique repose sur l'hypothèse implicite du modèle de concurrence et, par conséquent, de la minimisation des distorsions entraînées par la recherche de rente par les compagnies qui détiennent un pouvoir de monopole.

La politique industrielle américaine et ses effets sur le Canada

Les initiatives canado-américaines remontent à 1965 avec l'accord sur le commerce des produits de l'automobile, mieux connu sous le nom de Pacte de l'auto. Cet accord abolissait les barrières tarifaires et les exigences en terme de contenu national sur la plupart des

échanges dont les produits étaient liés à l'industrie de l'automobile. Ainsi, un environnement économique idéal a été établi pour le développement d'un réseau commercial transfrontalier. Analysé dans une perspective globale, le Pacte de l'auto annonçait l'Accord de libre-échange canado-américain (ALÉ), car il constituait la première dérogation importante à la politique de libéralisation multilatérale des échanges commerciaux que les États-Unis poursuivaient depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale¹¹.

En 1989, L'ALÉ entrerait en vigueur, celui-ci voyait à une intégration économique accrue entre les deux pays alors qu'il tentait de créer les conditions optimales pour un marché élargi en mettant les barrières tarifaires et non tarifaires à l'ordre du jour des négociations. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), qui a opté pour le modèle de libéralisation étendue, suit les lignes directrices déjà établies par l'ALÉ. Bien que l'ALÉNA a permis au Canada d'augmenter ses exportations vers le marché mexicain avec l'abolition de certaines barrières tarifaires, cet accord a surtout permis au Canada de maintenir ses acquis négociés dans le cadre de L'ALÉ et du Pacte de l'auto mais, sur le plan de l'intégration canado-américaine, relativement peu de progrès a été réalisé.

Au cour de ces trois dernières décennies, les États-Unis ont imposé à 70 reprises des droits antidumping et compensateurs (DAC) à l'endroit des exportateurs canadiens. Citons l'exemple de l'industrie du bois d'œuvre canadien qui, lors des années 1982, 1986 et 1991 a été soumise à ces mesures¹². Un apport important de l'ALÉ est la définition d'un protocole établissant des comités bilatéraux pour le règlement des différents

⁹ Evans, David S. et Richard Schmalensee, [Some Economic Aspects of Antitrust Analysis in Dynamic Competitive Industries](#), National Bureau of Economic Research, Working Paper 8268 (Mai 2001).

¹¹ Joan P. Price, "Federalism, Political Structure and Public Policy in the United States and Canada", *Journal of Comparative Analysis: Research and Practise* 2 (No 1: 2000), 65-89.

¹² Document d'information du Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International intitulé : [Relations récentes entre le Canada et les États-Unis concernant le bois d'oeuvre résineux \(1982-2001\)](#).

concernant les DAC. Cette première initiative importante des États-Unis, dans le domaine des DAC, démontre une volonté de privilégier la voie des négociations plutôt que les initiatives unilatérales. Les accords négociés lors des négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round et l'Uruguay Round n'ont pas contribué de façon significative à l'élaboration d'un protocole de règlement. L'influence de ces disputes sur la relation canado-américaine est négligeable, car l'importance relative de ces sanctions envers le Canada est faible étant donné l'importance du commerce bilatéral et le volume annuel d'échanges entre les deux pays.

La disparité entre le Canada et les États-Unis au titre de l'importance relative des échanges bilatéraux reflète effectivement la différence de taille entre les deux pays : le flux d'exportation vers le sud est relativement plus élevé que les exportations américaines vers le Canada. Ainsi, qu'en est-il de la politique industrielle américaine face au Canada dans une perspective de long terme? La politique américaine envers le Canada sera davantage axée vers une stratégie de libre échange et d'harmonisation car, outre les raisons géoéconomiques, les coûts marginaux d'ajustement, tant au niveau des structures de production que du point de vue administratif seront décroissants à la marge. En effet, la moyenne pondérée des barrières tarifaires de part et d'autre de la frontière se retrouve déjà à un niveau similaire, soit de l'ordre d'environ 4%, de sorte que les changements d'ajustement mobiliseront relativement moins de ressources¹³.

Conclusion

Les développements précédents ont démontré qu'il existe effectivement une politique industrielle aux États-Unis. En fait, le « concept » de politique industrielle dans le cas du modèle libéral américain s'applique principalement à un cadre d'interventionnisme de court terme. L'illustration d'une telle politique

s'est effectuée à travers les séquences de réactions aux problèmes de nature industrielle et structurelle tels la crise du pétrole et la récession de 1975. Les relations commerciales définies dans le cadre de la politique industrielle américaine restent ambiguës. Par contre, l'évolution rapide des échanges bilatéraux semble mener à un amenuisement progressif de la barrière physique que représente la frontière canado-américaine.

¹³ International Trade Administration Office of Public Affairs, [Open Trade Provides Greater Opportunities for All Countries](#), 2002 Archives.

Pour en savoir plus

Area Development Online Location Consultant (Site Web).

www.areadevelopment.com; State Incentives : www.areadevelopment.com/Pages/StateIncen.html

Canada. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International. 2001. [Relations récentes entre le Canada et les États-Unis concernant le bois d'œuvre résineux \(1982-2001\)](#). Dossier sur le Bois d'œuvre résineux.

Eaton, Jonathan et Gene M. Grossman. 1986. Optimal Trade and Industrial Policy Under Oligopoly. *Quarterly Journal of Economics* 101 (mai), 383-406.

Evans, David S. et Richard Schmalensee. 2001. [Some Economic Aspects of Antitrust Analysis in Dynamic Competitive Industries](#), National Bureau of Economic Research, Working Paper 8268.

La Faive, Micheal D. 2003. « [Are Targeted Incentives Constitutional?](#) »Mackinac Center for Public Policy.

Moller, Rosa Maria. 1999. [Other State's incentives to attract or encourage aerospace manufacturing](#), California Research Bureau.

National Science foundation. 2001. [Research and Development in Industry: 2001](#). Industrial Research and Development Series.

Olivier, Charles. 2002. «[Labyrinth of Incentives, United States](#)», Foreign Direct Investment (2 décembre 2002).

Price, Joan P. 2000. "Federalism, Political Structure and Public Policy in the United States and Canada", *Journal of Comparative Analysis: Research and Practise* 2 (No 1), 65-89.

Reed, Lawrence W. 2004. «[Time to End the Economic War Between the States](#)», *Regulation, The CATO Review of Business & Government* (30 juin).

Rodrik, Dani. 2004. [Industrial Policy for the Twenty-First Century](#). John F. Kennedy School of Government. Harvard University (septembre).

Sharpe, Andrew. Fall 2004. [Recent Productivity Developments in Canada and the U.S.: Productivity Acceleration](#), Center for the Study of Living Standards. Number 8.

United States. International Trade Administration Office of Public Affairs. 2002. [Open Trade Provides Greater Opportunities for all Countries](#). Washington: USGPO.

World Trade Organization. 2004 [Trade Policy Review: United States](#).

Tableau 1

Les politiques industrielles des États américains

États	Aperçus des incitatifs fiscaux et financiers
Alabama ¹⁴	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un programme de crédits d'impôt à l'investissement en biens d'équipement permet aux entreprises répondant aux conditions requises de demander chaque année un crédit d'impôt sur le revenu correspondant à 5 % de l'investissement initial, pour une période maximale de 20 ans; www.ador.state.al.us/Taxincentives/IncentivesForIndustry.pdf ▪ Les projets industriels peuvent être exonérés d'impôt foncier pour une période maximale de 10 ans. Un coefficient d'évaluation fixe de 20 % de la valeur estimative est utilisé pour les constructeurs. ▪ La taxe de vente et d'utilisation est réduite à 1,5 % pour les nouveaux équipements de production (elle est de 4 % pour les équipements et les matériaux de construction utilisés à d'autres fins). ▪ Les employeurs qui offrent ou commanditent des programmes accrédités de formation de base peuvent recevoir un crédit de 20 % de l'impôt sur les sociétés de l'État. ▪ Les nouvelles entreprises et les entreprises en expansion peuvent bénéficier d'une exonération d'impôt foncier pour les biens immeubles et meubles, ainsi que pour les stocks, y compris les matériaux, pour une période maximale de 10 ans. (Les entreprises en expansion doivent effectuer un investissement de valeur supérieure ou égale à 2 millions \$ ou 30% de la valeur originale des investissements physiques originaux. ▪ Les crédits « Enterprise Zone » sont octroyés aux compagnies localisées à l'intérieur de ces zones. Ces crédits ne peuvent excéder la valeur de 2500\$ par emploi créé à l'intérieur de ces zones.
Alaska ¹⁵	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Technology Research and Development Center » offre des subventions monétaires aux petites entreprises pour les projets de R&D; www.trendalaska.org/ ▪ Le « Business Incentive Program » offre un remboursement des frais encourus par la relocalisation de l'activité productive dans l'État, le développement du site et la formation de la main d'œuvre spécialisée. ▪ Les entreprises qui procèdent à l'exploration minière (ou tout autre activité de prospection) peuvent obtenir un crédit d'impôt sur le revenu des corporations. Les dépenses reconnues par le département des ressources naturelles plafonnent à 20 000 000\$ par entreprise.

¹⁴ Canada. Industrie Canada. [U.S. State Programs for New Investments](#). Ottawa: Direction générale de l'aérospatiale et de l'automobile (2002).

¹⁵ Alaska Department of Community and Economic Development, [Alaska Economic Development Ressource Guide](#) (2003).

<p>Arkansas¹⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Manufacturer's Investment Credit » réduit la taxe de vente et d'utilisation, pour une période de sept années, de 50% (la taxe présentement en vigueur est de 7%). Les entreprises manufacturières éligibles doivent préalablement avoir été en opération pendant au moins deux années ou entreprendre un projet d'expansion dont la valeur excède 5 millions \$; www.1800arkansas.com/Incentives/ ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur d'une « Enterprise Zone » sont éligibles à un crédit d'impôt sur le revenu dont la valeur représenterait le salaire moyen horaire de chaque emploi permanent net, multiplié par cent. Ce crédit est doublé, jusqu'à concurrence de 2000\$, pour la compagnie qui s'établissent dans une « Enterprise Zone » où le taux de chômage est supérieur à 10%. ▪ Le « Economic Development Incentive Program » octroie des subventions monétaires aux entreprises naissantes ou en expansion dont la valeur représente 3,9% des dépenses en terme de salaire pour les emplois nets créés.
<p>Arizona¹⁷</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le programme « Enterprise Zone » octroie aux entreprises éligibles des crédits d'impôt dont la valeur ne peut excéder 3000\$ par emploi créé. ▪ La valeur maximale du crédit à la R&D, la première année d'éligibilité, est de 250 000\$, la deuxième année est de 250 000\$, la troisième année la valeur maximale est de 400 000\$ et pour les années subséquentes la valeur maximale est de 500 000\$. Les entreprises qualifiées sont éligibles au programme pour une période de 15 années; www.azcommerce.com/BusAttraction/default.asp ▪ Le « Work Force recruitment and Job Training Grant Program » octroie des subventions aux entreprises pour les programmes court terme de formation personnalisés.
<p>Californie¹⁸</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Manufacturing Equipment Credit » : les entreprises manufacturières sont éligibles à un crédit d'impôt à l'investissement de 6% ou une exemption partielle à la taxe de vente; www.ci.richmond.ca.us/~CED/redevelopment/ca_tax_incentive_profile.pdf ▪ « Research and Development Tax Credit » : un crédit d'impôt de 8% est octroyé aux entreprises qui investissent dans les activités de R&D ▪ Il existe un programme de formation et perfectionnement des employés géré par le « Employment Training Panel », celui-ci exige que les employés défraient une contribution pour les coûts de formation et un remboursement des frais encourus seront effectués envers l'employé qui a maintenu le poste pour une période d'au moins 90 jours.

¹⁶ Arkansas's Department of Finance and Administration. En ligne. <www.state.ar.us/dfa/taxes/taxcred/general.html>

¹⁷ Rosa Maria Moller, [Other State's incentives to attract or encourage aerospace manufacturing](#), California Research Bureau. (juin 1999)

¹⁸ Moller, Other States's Incentives.

Caroline du Nord¹⁹

- Le crédit d'impôt à l'investissement est accordé aux entreprises qui créent un surplus d'investissement en biens d'équipement dans les installations de fabrication qu'elles possèdent ou contrôlent en Caroline du Nord. Le crédit d'impôt à l'investissement est d'une durée de sept ans (il peut être reporté jusqu'à 20 ans pour les investissements à valeur élevée, soit d'au moins 150 millions \$) et il est fixé à 7 % de la valeur excédentaire (au dessus d'un seuil de demande déterminé par la catégorie du comté) des machines et des équipements mis en service par les entreprises nouvelles ou en expansion; www.nccommerce.com/finance/
- Le crédit d'impôt à la création d'emplois est offert aux entreprises qui créent de nouveaux emplois dans les comtés qui connaissent de graves difficultés économiques. Le crédit offert est de 2 800 \$ (le montant peut également varier selon la catégorie du comté concerné) par emploi créé et il est accordé sur une période de quatre ans pour un montant ne dépassant pas 50 % de l'impôt sur les sociétés payable par l'entreprise en Caroline du Nord.
- Le crédit d'impôt à la recherche et développement de la Caroline du Nord est fixé à 5 % de la part affectée à l'état des dépenses de R&D de l'entreprise.
- Des crédits d'impôt à la formation des travailleurs sont offerts pour les travailleurs à temps plein qui ont besoin d'une formation complémentaire. Le montant du crédit dépend du niveau de la catégorie du comté dans lequel l'usine est située et il va de 100 000 \$ à 1 million de dollars pour les comtés qui connaissent les plus grandes difficultés.
- Le « [Industrial Training Program](#) » offre à l'industrie une formation personnalisée, l'intégralité du coût de cette formation étant acquittée par l'État. Ce service de formation n'est offert qu'aux usines nouvelles ou en expansion qui créent au moins 12 nouveaux emplois.

Caroline du Sud²⁰

- Les entreprises dont 90 % des investissements faits en Caroline du Sud sont destinés à un "comté défavorisé " (où le taux de chômage est deux fois plus élevé que le taux de chômage moyen de l'État) peuvent bénéficier d'un moratoire sur le paiement de l'impôt sur les sociétés. La durée du moratoire varie selon le nombre d'emplois créés; www.sciway.net/econ/resource.html
- Un crédit d'impôt à l'emploi, qui peut être affecté à la réduction de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur les primes, est offert aux entreprises créatrices d'emplois. Le crédit est offert pour une période de cinq ans. Son montant varie entre 1 500 \$US et 4 500 \$US par emploi créé et ne peut être supérieur à 50 % de la dette fiscale de l'année en cours.
- Le programme « [Enterprise Zone](#) » offre, pour une période de 15 ans, un crédit d'impôt à la création d'emplois aux entreprises ayant des dépenses en capital admissibles. Le montant du crédit varie selon le nombre d'emplois créés, le taux de salaire et l'emplacement des nouveaux emplois, sous réserve de la satisfaction des conditions d'admissibilité.
- Un crédit d'impôt de 5 % de la valeur des dépenses de recherche développement est offert aux entreprises. Le montant du crédit ne peut excéder 50 % de l'impôt à payer après déduction du crédit.

¹⁹ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

Colorado²¹

- Les entreprises localisées dans une « [Enterprise Zone](#) » sont éligibles à des crédits tels les crédits d'impôt à l'investissement, les crédits d'impôt à la R&D, les crédits d'impôts à l'emploi, etc.
- Le programme « [Colorado FIRST](#) » offre des séances de formation et de perfectionnement de durée court terme pour les employés qui répondent aux critères du programme.
- Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation peut être obtenue pour les achats d'équipements manufacturiers, de machines et d'équipements utilisés dans le cadre de projets industriels, l'achats de gaz et d'électricité et les frais d'interurbains pour des appels téléphoniques inter-États; www.state.co.us/oed/bus_fin/Incentives.shtml

Connecticut²²

- Le « Machinery and Equipment Tax Credit » offre un crédit de 5% ou 10% sur les dépenses en matière de machinerie et équipement; www.state.co.us/oed/bus_fin/Incentives.shtml
- Le « Research and Experimentation Credit » est fonction de l'augmentation marginale annuelle des dépenses en R&D
- Le « Employee Training Credit » est un crédit d'impôt de 25%, calculable en fonction de l'augmentation marginale annuelle des dépenses en terme de formation de la main d'oeuvre.
- Le « Job Training Finance Program » encourage les banques d'effectuer des prêts (n'excédant pas 250 000\$) aux entreprises manufacturières dont l'utilisation de celui-ci sera exclusivement pour un programme de formation. L'État s'engage à rembourser partiellement le prêt bancaire à une proportion de 25% ou 25 000\$ (le montant inférieur sera retenu).
- Le « [Enterprise Zone or Entertainment District Credit](#) » permet, entre autres, aux entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur d'une « Enterprise Zone » d'obtenir un crédit d'impôt de 50%. Le crédit pourra être réclamée à l'intérieur d'une période de 10 années.

Dakota du Nord²³

- Une entreprise naissante ou en expansion peut demander une exemption à la taxe de vente et d'utilisation en ce qui attrait aux achats de machineries destinées à la production manufacturière, agricole ou tout activité de recyclage; www.growingnd.com/default.asp
- Le programme « Jobs Training Assistance » assume partiellement ou entièrement les coûts de formation pour les entreprises naissantes ou en expansion du secteur primaire. (l'impôt sur le revenu payé par les nouveaux employés sera directement versé à l'employeur).
- Les entreprises dont l'activité productive est nouvellement installée dans l'État peuvent réclamer un crédit d'impôt sur le revenu représentant 1% des dépenses en salaires, les trois premières années d'exploitation.

²⁰ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

²¹ Moller, Other States's Incentives.

²² Ibid.

²³ North Dakota Office of State Tax Commissioner, [North Dakota Tax Incentives for Business](#) (mai 2004).

<p>Dakota du Sud²⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Workforce Development Program » octroie des subventions monétaires pour les programmes de formation et de perfectionnement des employés. La valeur des subventions sera équivalente à l'investissement fait par l'employeur. (Le programme vise particulièrement des entreprises naissantes ou en expansion). ▪ Il existe des programmes de prêts aux entreprises à taux réduit, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> Le programme « Revolving Economic Development and Initiative » offre des prêts aux entreprises naissantes et en expansion dont le taux d'intérêt est de 3% (les prêts peuvent être amortis sur une période de 20 années pour les actifs immobiliers) Le programme « SBA 504 » offre aux Petites entreprises en expansion une possibilité de financement, à long terme, à un taux fixe.
<p>Delaware²⁵</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les achats de machineries qui seront destinées à la production manufacturière seront exempts de la taxe de vente et d'utilisation; www.co.delaware.ny.us/depts/ecodev/business_incentives.htm ▪ Le « Targeted Industry Tax Incentives Program » offre aux firmes éligibles un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés de 400\$ par nouvel emploi créé et un crédit de 400\$ pour chaque tranche d'investissement de 100 000\$. (il existe une clause de report pour 10 années) ▪ Le crédit d'impôt à la R&D peut soit représenter 10% des dépenses excédentaires par rapport aux dépenses en R&D prévue par l'État ou 50% des dépenses de la proportion des dépenses en R&D de l'État par rapport aux dépenses au niveau fédéral.
<p>Floride²⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Qualified Target Industry Tax Refund Program » dont l'objectif premier est la création d'emplois dans les secteurs dont la valeur ajoutée est élevée, offre des remboursements d'impôt dont la valeur ne peut excéder 5000\$ pour chaque nouvel emploi créé; ▪ Les entreprises localisées à l'intérieur des « Enterprise Zone » sont éligibles à des crédits d'impôt corporatifs et des crédits à la taxe de vente. ▪ Le « Technology Research Investment Fund » met à la disposition des entreprises un fonds pour soutenir la R&D Le gouvernement peut assumer jusqu'à 50% des coûts de recherche des projets qui détiennent une valeur commerciale. ▪ Le « Quick Response Training Program » peut assumer la responsabilité partielle ou totale de la formation des employés pour les entreprises qui produisent des biens exportés et dont le salaire moyen est supérieur à celui en vigueur au niveau local ou de l'État; www.workforceflorida.com/

²⁴ South Dakota Governor's Office of Economic Development. En ligne. <www.sdgreatprofits.com/FI.htm>.

²⁵ Delaware Economic Development Office. En ligne. <www.state.de.us/dedo/taxes.htm#15>.

Géorgie²⁷

- Des crédits d'impôt à l'emploi de 500 à 2 500 \$ pour chaque nouvel employé pour une période pouvant atteindre cinq ans, sont offerts, mais ils ne peuvent dépasser 50 % de l'impôt à payer le niveau du crédit d'impôt dépend du comté où le nouvel emploi est créé; www.georgia.org/economic/incentives/02_job_tax_credits.htm
- Des [crédits à l'investissement](#) allant de 1 % à 8 % sur les placements de 50 000 \$ à 5 millions \$, mais ne pouvant dépasser 50 % de l'impôt à payer le niveau du crédit d'impôt dépend du comté où le nouvel investissement est effectué;
- Des [crédits d'impôt à la recherche et au développement](#) sont autorisés à un taux de 10 % des dépenses de recherche et ils ne peuvent dépasser 50 % du total de l'impôt à payer;
- Des crédits d'impôt à l'emploi et à l'investissement pour les activités portuaires sont offerts aux entreprises sous la forme d'un montant de 2 500 à 3 500 \$ par employé ou d'un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % si les entreprises augmentent leurs activités en termes de tonnage de certains montants fixés à l'avance - les entreprises qui créent 400 nouveaux emplois ou plus, qui investissent au minimum 20 millions \$ et qui accroissent leur activité portuaire de 20 % par rapport à l'année de référence, peuvent utiliser les deux crédits d'impôt.
- Les entreprises de machines industrielles, de matières premières, d'équipements de contrôle de la pollution et de production d'électricité sont exemptées de taxe de vente et de taxe d'utilisation.
- Les entreprises peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt de 150 \$ pour chaque employé qui suit un programme de formation aux compétences approuvé et fourni par l'employeur.

Hawaï²⁸

- Crédit d'impôt sur la taxe d'accise applicable sur les équipements de la production manufacturière sujet à la dépréciation et dont la durée de vie sera d'une période minimale de trois années.
- Les entreprises dont l'activité productive est localisée dans une «[Enterprise Zone](#)» sont éligibles à une exemption de la taxe d'accise, un crédit d'impôt sur les revenus des personnes physiques et le revenu des sociétés pour une période pouvant aller jusqu'à 7 années.

Idaho²⁹

- Les achats de machineries, d'équipements, destinés à la production manufacturière (assemblage, fabrication et transformation) sont exempts de la taxe de vente et d'utilisation. (la taxe de vente équivaut 4,5%); www.idoc.state.id.us/business/index.html
- Un crédit d'impôt à l'investissement de 3% est offert pour les nouveaux investissements.
- Un crédit d'impôt à la R&D de 5% est offert pour les activités de base de la R&D effectuées dans l'État.
- Le « [Workforce development Training Fund Program](#) » offre un remboursement pouvant atteindre 3000\$ pour chaque nouvel emploi créé dans un comté rural sélectionné.

²⁶ Moller, Other States's Incentives.

²⁷ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

²⁸ Hawaii Department of Business Economic Development and Tourism. En ligne. <www2.hawaii.gov/dbedt/index.cfm?section=living_and_working_in_hawaii_226>.

²⁹ Idaho Department of Commerce. En ligne. <www.idahoworks.com/C3_TaxCredits.html>.

<p>Illinois³⁰</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les crédits d'impôt sur le revenu corporatif comprend un crédit à l'investissement de 0,5% (ce même crédit vaut 1% lorsque le taux d'emplois augmente d'au moins 1%), un crédit d'impôt à la formation de 1,6% et un crédit d'impôt à la R&D de 6,5%; business.illinois.gov/other_incentives.cfm ▪ Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation peut être obtenue pour les achats de machines destinées à la production manufacturière (un crédit de 25%). ▪ Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation, des crédits d'impôt à l'investissement, des crédits d'impôt à la formation, des prêts à taux réduit ainsi que des déductions fiscales supplémentaires sont offertes aux entreprises qui localisent leur activité productive dans une « Enterprise Zone ». ▪ Le « Industrial Training Program » apporte un support technique aux entreprises de l'État quant à la formation et le perfectionnement des employés.
<p>Indiana³¹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un allègement de taxe foncière est offert aux propriétaires qui effectuent des améliorations de leurs biens immobiliers ou qui installent des équipements de fabrication ou de R&D neufs ou usagés. Le projet doit être situé dans un secteur de revitalisation économique (ERA) désigné. L'allègement est fixé à un pourcentage décroissant de l'augmentation de la valeur imposable de l'amélioration, répartie sur une période d'au plus dix ans; www.iedc.in.gov/Grants/index.asp ▪ Les entreprises localisées à l'intérieur d'une « Enterprise Zone » peuvent bénéficier de certains avantages fiscaux qui incluent un crédit équivalent à 100 % de l'impôt foncier à payer sur les stocks, une exemption de l'impôt sur le revenu brut de l'Indiana sur l'augmentation des recettes par rapport à l'année de référence, un crédit de l'État sur le coût de l'investissement (jusqu'à 30 % du prix d'achat) aux particuliers qui acquièrent une participation dans l'entreprise, une déduction fiscale pour les employés résidant dans la zone qui équivaut à la moindre des deux sommes suivantes, 50 % de leur revenu brut rajusté ou 7 500 \$, un crédit d'intérêt sur prêts de l'État et un crédit de l'État pour les dépenses des employés situés dans la zone. ▪ Le « Skills Enhancement Fund » du département du Commerce de l'Indiana offre aux entreprises sous forme de subventions un remboursement pouvant atteindre 50 % pour un maximum de 200 000 \$ des coûts de formation admissibles des travailleurs nouveaux et existants. ▪ Le programme « Workforce Investment Now » (accorde également jusqu'à 200 000 \$ en fonds pour la formation des employés existants dans le but qu'ils obtiennent un titre de compétences reconnu par l'industrie.

³⁰ Moller, Other States's Incentives.

³¹ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

<p>Iowa³²</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « R&D Credit » est un crédit d'impôt de 6,5 %, calculé en fonction des dépenses en R&D admissibles effectuées dans l'État; www.iowalifechanging.com/business/downloads/taxincentiveprograms.pdf ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée dans une « Enterprise Zone » sont éligibles à une exonération de l'impôt foncier sur la valeur ajoutée de la propriété. Un crédit d'impôt à l'investissement pouvant représenter jusqu'à 10% des nouveaux investissements en machineries, équipements, terrains, immeubles. (il existe une clause de report pour une période de 7 années). Le crédit d'impôt à l'investissement non remboursable peut aussi représenter 6,5% de l'augmentation marginale des dépenses en R&D ▪ Le « New Jobs Tax Credit » est offert aux entreprises qui s'engagent à augmenter leur main d'œuvre d'au moins 10%. Le crédit d'impôt sur le revenu des sociétés peut représenter 1182\$ par nouvel emploi créé. (il existe une clause de report pour une période de 10 années)
<p>Kansas³³</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises localisées dans une « Enterprise Zone » sont éligibles une exemption à la taxe de vente pour les achats de matériaux, d'équipements et de services dont le but est la rénovation ou l'expansion. Les crédits d'impôt sur le revenu (au niveau de l'État) sont disponibles lorsqu'il y a création d'emplois et/ou investissement en capital physique. ▪ Le programme « High-performance Incentive Program » offre aux entreprises qui répondent aux critères les incitatifs suivants : exemption à la taxe de vente, un crédit d'impôt à l'investissement de 10% applicable à l'impôt sur le revenu des corporations (applicable pour les investissements en capitaux excédant 50 000\$), un crédit d'impôt à la formation dont la valeur peut atteindre 50000\$ est calculé en fonction des dépenses en terme de formation excédant 2% des dépenses salariales. ▪ Les crédits d'impôt à la R&D ne peuvent dépasser le pourcentage de 6,5% des dépenses annuelles pour les activités de R&D Par contre, seulement 25% de la valeur de ces crédits pourront être réclamé. La proportion restante pourra être utilisée ultérieurement en tant que crédit d'impôt sur le revenu. (Ici, la règle du 25% par année est aussi applicable jusqu'à épuisement du crédit). ▪ Le gouvernement d'État offre trois programmes de formation pour les entreprises en expansion ou les nouvelles entreprises. La condition d'admissibilité est la création d'au moins cinq emplois. (Dont entre autres le « Kansas Industrial Retraining program »)

³² Iowa Department of Economic Development, mise à jour du 2 juin 2004. En ligne. <www.iowasmart.com/services/new_business/>.

³³ Moller, Other States's Incentives.

<p>Kentucky³⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La « Kentucky Industrial Development Act » offre des crédits d'impôt pouvant atteindre 100 %, sur une période pouvant atteindre dix ans, pour les investissements en biens d'équipement effectués par des entreprises de fabrication nouvelles et en expansion (l'entreprise peut choisir de prélever des frais d'évaluation des emplois d'un montant représentant 3 % du salaire brut de chaque nouvel employé embauché dans le cadre du projet approuvé); www.thinkkentucky.com/kyedc/kybizince.asp ▪ Dans les comtés où le taux de chômage est supérieur à la moyenne de l'État, les entreprises peuvent se prévaloir de la Kentucky « Rural Economic Development Act » qui leur accorde un crédit d'impôt pouvant atteindre 100 % de leur assiette fiscale dans l'État et applicable aux coûts de projets approuvés le crédit d'impôt est accordé pour 15 ans ou pour la durée du financement. ▪ Les taxes de vente et d'utilisation sont abolies sur les machines destinées aux entreprises nouvelles ou en expansion et sur les équipements de contrôle de la pollution. ▪ « Le Bluegrass State Skills Program » a créé le « Corporation Training Investment Credit » pour les sociétés qui parrainent des programmes de perfectionnement pour leurs employés - les crédits sont limités à 500 \$ par employé et 100 000 \$ à l'échelle de l'entreprise par année.
<p>Louisiane³⁵</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises ayant localisées leurs activités productives à l'intérieur des limites d'une « Enterprise Zone » sont éligibles à un remboursement de la taxe de vente et d'utilisation représentant 4% des achats de matériaux. Les entreprises de l'industrie aérospatiale et de l'aviation peuvent réclamer un crédit d'impôt non renouvelable dont la valeur ne peut excéder 5000\$ par emploi nouvellement créé; www.lided.state.la.us/businessresources/ ▪ Le « Louisiana Quickstart Training Program » assume la responsabilité au niveau de la formation des nouveaux employés.
<p>Maine³⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises ayant localisées leurs activités productives à l'intérieur des limites du « Pine Three Development Zones » sont éligibles à des incitatifs financiers tels le financement équivalent à de nouveaux impôts fonciers; un crédit d'impôt sur le revenu des corporations de 100% (les 5 premières années) et une exemption à la taxe de vente et d'utilisation sur les achats de matériaux de construction et d'équipements. ▪ Le « Maine Technology Institute » octroie des subventions monétaires, équivalentes aux dépenses monétaires en R&D effectuées par l'employeur. Une somme maximale 10 000\$ est octroyée par projet nouvellement amorcé. ▪ Le « Maine Seed Capital Tax Credit Program » offre, aux entreprises manufacturières, de services ou de technologie, un crédit d'impôt à l'investissement de 40% (ou 60% si l'entreprise est localisée dans une zone où le taux de chômage est élevé); www.mesda.com/doingBusiness_connectmaine_1.aspx

³⁴ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

³⁵ Moller, Other States's Incentives.

³⁶ Maine Office of Economic Development. En ligne. <www.mainebiz.org/business_maine/bus_climate.asp>.

<p>Maryland³⁷</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation peut être obtenue pour les achats matériaux destinés à la R&D, les machines et les équipements de transport et les machineries qui serviront la production manufacturière; www.choosemaryland.org/datacenter/taxesincentives/index.asp ▪ Le «Job Creation Tax Credit» offre aux entreprises qui procéderont à la création d'au moins 60 emplois à l'intérieur d'une période de deux années, des crédits d'impôts sur le revenu. ▪ Le programme « Partnership for Workforce Quality » octroie des subventions monétaires pour le programme de perfectionnement des employés. (ce montant est proportionnel au nombre d'employés participant). ▪ Les entreprises naissantes ou en expansion ayant localisées leur activité productive à l'intérieur des limites d'une « Enterprise Zone » sont éligibles à un crédit d'impôt sur le revenu pour les salaires versés et des crédits d'impôt foncier.
<p>Massachusetts³⁸</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un crédit d'impôt à l'investissement de 3% est offert aux entreprises manufacturières ou de R&D; www.massecon.com/os.infores.i.taxes.asp ▪ Un crédit d'impôt à la R&D de 10% ou 15% pour les dépenses relatives à la R&D (il existe une clause de report sur une période indéfinie ou 15 années.). ▪ Le « Massachusetts Training Fund » offre un service de support à la formation et au perfectionnement pour les entreprises.
<p>Michigan³⁹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des villes et des comtés désignés par l'État comme « Zone de revitalisation » accordent le statut d'entité quasiment non imposable garanti juridiquement à toute entreprise établie dans la zone ou qui y déménage. Les taxes suivantes sont abolies : taxe d'affaires unique, impôt sur le revenu des particuliers, taxe d'affaires du Michigan, taxe mobilière locale, taxe foncière locale, impôt sur le revenu local et taxe d'utilisation ▪ La « Michigan Economic Growth Authority » offre des crédits d'impôt aux entreprises qui créent au moins 75 nouveaux emplois bien payés (150 % du salaire minimum fédéral) dans le secteur de la fabrication, dans la mesure où elles répondent à certains critères. Le crédit est appliqué à la taxe d'affaires unique (SBT) dans le cadre de programmes distincts, l'un pour les nouveaux emplois créés et l'autre pour l'augmentation des activités commerciales autorisées; www.massecon.com/os.infores.i.taxes.asp ▪ L'État accorde en moyenne 700 \$ par employé et ce montant peut servir à l'acquisition ou au perfectionnement des compétences.

³⁷ Moller, Other States's Incentives.

³⁸ Moller, Other States's Incentives.

³⁹ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

<p>Minnesota⁴⁰</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation peut être obtenue par les entreprises manufacturières en expansion, pour les matériaux utilisés dans le cadre de projets industriels. ▪ Les crédits d'impôts à la R&D sont offerts aux entreprises qui investissent en R&D (le crédit sera calculé à partir de l'augmentation marginale des investissements). www.deed.state.mn.us/programs/bcez.htm ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur des limites des « Enterprise Zone » sont éligibles à des crédits d'impôt à l'investissement, une exemption à la taxe de vente et d'utilisation. ▪ Le « Minnesota Job Skills Partnership Board » octroie des subventions monétaires pour les programmes de formation approuvés par les établissements scolaires. Les employeurs doivent investir une somme supérieure ou égale aux subventions.
<p>Mississippi⁴¹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Crédits d'impôt sur les sociétés pour une durée de cinq ans et jusqu'à concurrence de 500 \$ pour chaque nouvel emploi créé par les entreprises nouvelles et en expansion - au moins 20 nouveaux emplois doivent être créés. ▪ Aucune taxe de vente sur les achats de matériaux de construction, de machines et d'équipements dans le cas des investissements dans les comtés moins développés ▪ Le déménagement du siège régional ou national dans l'État rend les entreprises admissibles au bénéfice d'un crédit d'impôt sur les sociétés de cinq ans supplémentaires pour un montant de 500 \$ pour chaque nouvel emploi créé - au moins 35 nouveaux emplois doivent être créés - et une exemption totale de la taxe de vente. www.mississippi.org/why_ms/incentives.htm ▪ Les entreprises qui s'installent dans des comtés participant au « Growth and Prosperity Program », qui s'adresse aux comtés défavorisés sur le plan économique, peuvent être exemptées de l'impôt sur la valeur pour une durée pouvant atteindre dix ans. ▪ Les entreprises qui embauchent des employés de catégories ciblées définies par la « Job Training Partnership Act » peuvent recevoir des crédits d'impôt complémentaires d'un montant correspondant à 40 % de la première tranche de 6 000 \$ de salaire.

⁴⁰ Moller, Other States's Incentives.

⁴¹ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

<p>Missouri⁴²</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « New or Expanded Business Facility Credit » permet aux entreprises naissantes ou en expansion de l'industrie de la télécommunication, manufacturière, minière, etc., d'obtenir un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés pouvant aller jusqu'à 100% pour 10 années fiscales; www.ded.mo.gov/default.aspx ▪ Le « Enterprise Zone Act » offre aux entreprises qui localisent leur activités productives dans une zone désignée un crédit d'impôt à la R&D pouvant aller jusqu'à 6,5% des dépenses excédentaires en R&D. (Les critères d'éligibilité en plus de la location sont la création nette d'au moins 2 emplois et un investissement physique dont la somme doit excéder 100 000\$.) ▪ L'État assume partiellement les coûts de recrutement et de formation des employés pour les entreprises naissantes ou en expansion.
<p>Montana⁴³</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Empowerment Zone Tax Credit » offre aux entreprises dont l'activité productive est située à l'intérieur des zones un crédit sur le passif d'impôt de 500\$ pour chaque employé éligible (la première année), un crédit de 1000\$ (la deuxième année) et un crédit de 1500\$, la troisième année. (il existe une clause de report de 7 années) ▪ Le « Primary Sector Business Workforce Training Act » permet aux entreprises manufacturières ou entreprises du secteur primaire, en expansion, d'obtenir une subvention pour leur programme de formation pouvant aller jusqu'à 5000\$ pour chaque nouvel emploi temps plein créé (le minimum étant 10 emplois). ▪ Le « Credit for Increasing Research Activities » s'applique à l'augmentation marginale des dépenses en recherche (activités de base). Le crédit est de 5%; www.mcchamber.com/EconDev/incentives.htm
<p>Nebraska⁴⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Employment Expansion and Investment Incentive Act » offre, entre autres, entreprises localisées à l'intérieur des limites des « Enterprise Zones » un crédit à l'investissement de 2750\$ pour chaque tranche d'investissement net de 50 000. Un crédit à l'emploi de 3000\$ est octroyé pour chaque nouvel emploi temps plein créé; sites.nppd.com/incentive.htm ▪ Le « Employment and Investment Growth Act » offre, entre autres, aux entreprises dont la somme totale des investissements, qualifiés comme étant éligibles, est supérieure à 20 million, un remboursement direct de la taxe de vente et d'utilisation pour les actifs reconnus par les clauses de la loi (par exemple, les engins d'aviation).

⁴² Moller, Other States's Incentives.

⁴³ Montana Department of Revenue. En ligne. <www.state.mt.us/revenue/css/3forbusinesses/03taxincentives/corporation.asp>.

⁴⁴ Nebraska Department of Economic Development. En ligne. <<http://assist.neded.org/#finan>>.

<p>Nevada⁴⁵</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une exemption à la taxe de vente et d'utilisation est applicable pour les achats d'équipements et de machineries éligibles. (Il existe des critères de création d'emplois, de salaire moyen minimal, etc.) ▪ Le programme « Train Employees Now » subventionne jusqu'à un maximum de 1000\$ par nouvel employé les programmes de formation. Le critère d'éligibilité des entreprises est que le salaire moyen représente au moins 80% de celui qui est en vigueur au niveau de l'État ou le comptée. ▪ Les entreprises dont la valeur des investissements en capitaux excède 100 000\$, dont la création d'emplois temps plein excède 10 emplois et dont le salaire moyen représente au moins 80% de celui qui est en vigueur dans l'État peuvent recourir à un plan différé quant à la taxe de vente sur les achats d'équipements.
<p>New Hampshire⁴⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un crédit direct « dollar pour dollar » est offert quant au passif d'impôt sur les profits des sociétés ▪ « Capital Investment Tax Credit » : Crédit de 10% qui sera fonction des dépenses encourus par l'achat de capital physique manufacturier effectué pendant l'année fiscale; www.nheconomy.com/nheconomy/obid/main/index.php?ch_table=link2&ID=31 ▪ Le crédit d'impôt de 15% est calculable en fonction des dépenses salariales encourues par les emplois localisées à l'intérieur de l'État. ▪ Le gouvernement d'État subventionne la formation et le perfectionnement des entreprises par l'intermédiaire des centres de formation technique.
<p>New Jersey⁴⁷</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « New Jobs Investment Tax Credit » est calculé en fonction des investissements des entreprises naissantes ou en expansion. Un des critères est la création nette d'emplois; www.state.nj.us/commerce/FinIncent.shtml ▪ Les entreprises naissantes ou en expansion sont éligibles à des crédits d'impôt à l'investissement et des crédits d'impôt à la R&D. ▪ L'État octroie des subventions monétaires pour la formation et le perfectionnement des employés aux entreprises éligibles.

⁴⁵ Nevada Commission on Economic Development. En ligne. <www.expand2nevada.com/incentives/>.

⁴⁶ Moller, Other States's Incentives.

⁴⁷ Ibid.

<p>Nouveau Mexique⁴⁸</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Investment Tax Credit » est un crédit offert aux entreprises manufacturières, pour une période de cinq années, celui-ci représente 5% de la valeur du capital physique; ww1.edd.state.nm.us/index.php?/business/C44/ ▪ Les compagnies manufacturières sont éligibles à un crédit à la taxe de vente, celui-ci sera fonction de la valeur des investissements physiques. ▪ L'État offre aux entreprises dont l'opération productive est localisée à l'intérieur d'une « Enterprise Zone » offre, entre autres, une exonération sur l'impôt foncier et un crédit d'impôt à la formation; www.brc.nm.org/specdev.html ▪ L'État peut assumer jusqu'à 50%, pour une période de six mois, des frais encourus par les sessions de formation et de perfectionnement des employés effectuées à l'interne. Le « In-plant Training Program » supporte les entreprises naissantes ou en expansion; www.nmsitesearch.com/labor/labor_3.htm
<p>New York⁴⁹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Corporate Franchise Tax Credit » est valide pour les nouveaux capitaux investis au niveau de l'immobilier et/ou des biens privés tangibles sujet à la dépréciation dont l'utilisation principale est destinée à la production manufacturière, aux activités d'assemblage, de transformation, etc.; www.empire.state.ny.us/default.asp ▪ Un crédit dont la valeur varie entre 1,5% et 2.5% est aussi offert pour les investissements et activités productives mentionnées ci haut (un des critères d'éligibilité est la création d'emplois). ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée dans une « Economic Development Zone » sont éligibles à des crédits d'impôt à l'investissement, à l'emploi, etc. ▪ Le gouvernement offre des subventions monétaires pour les programmes de formation et/ou de perfectionnement des employés.
<p>Ohio⁵⁰</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le crédit d'impôt à la création d'emploi est un crédit d'impôt remboursable appliqué à l'impôt sur les sociétés et basé sur l'impôt sur le revenu prélevé par l'État sur le revenu net des employés nouveaux et à temps plein. Le crédit peut atteindre 75 % pour une durée maximale de dix années; www.odod.state.oh.us/EDD/Tax_Credit.htm ▪ Le crédit d'impôt à l'investissement est accordé pour l'achat de machines et équipements de fabrication nouveaux ou « réusinés ». Il s'agit d'un crédit d'impôt d'un taux de 7,5 %, taux qui passe à 13,5 % lorsque l'entreprise se trouve dans un secteur d'investissement prioritaire, sur l'augmentation de l'investissement, réparti sur une période de sept ans. ▪ L'Ohio offre des réductions d'impôt importantes sur les investissements dans des biens immobiliers ou mobiliers neufs dans les « Enterprise Zone », dont le montant est plafonné à une exemption de 75 % sur la valeur fiscale des biens matériels pour une période pouvant atteindre dix ans.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exemption totale de la taxe de vente de l'État et du comté sur les achats de machines et d'équipements utilisés essentiellement pour la recherche-développement. ▪ L'État offre des prêts directs pour l'acquisition, l'expansion ou la rénovation de terrains et d'immeubles, ainsi que pour les achats d'équipements. Les prêts sont plafonnés à 30 % du total des coûts fixes admissibles (jusqu'à concurrence de 1 million de dollars) et ils sont offerts à des taux fixes faibles.
Oklahoma ⁵¹	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises de l'industrie manufacturière dont les nouveaux investissements en terme de dépenses salariales excèdent 2,5 millions \$ peuvent recevoir, sur une base semestrielle, une subvention monétaire pouvant représenter 5% des « nouveaux salaires » sujet à l'impôt; www.okcommerce.gov/index.php?option=content&task=view&id=12&Itemid=36 ▪ « Small Employer Quality Jobs Incentive Act » : les petites entreprises (de 90 employés ou moins) qui procèdent à la création nette d'emplois (l'année qui suit la date d'application au programme) sont éligibles à une subvention monétaire pouvant représenter 5% pour des projets d'expansion ou de relocalisation à intérieur de l'État; ▪ Le « Investment/New Jobs Income Tax Credit » qui s'adresse principalement aux entreprises de l'industrie manufacturière, permet à celles-ci d'obtenir un crédit d'impôt de plus de 1%, pour une période de 5 années. Le pourcentage est calculé en fonction des investissements des nouveaux actifs sujets à la dépréciation. L'entreprise peut choisir l'alternative d'un crédit de 500\$ par nouvel emploi créé annuellement. (La valeur de ces crédits est doublée pour les entreprises dont l'activité productive est localisée à intérieur des limites d'une « Enterprise Zone »).
Oregon ⁵²	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Strategic Investment Program » offre une exonération totale quant à l'impôt foncier pour un période de 15 années aux entreprises qui effectuent un investissement dont la valeur surpasse 100 millions \$. ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée dans une « Rural Long-Term Enterprise Zone » sont éligibles à un crédit d'impôt sur le revenu des sociétés équivalent à 62,5% des dépenses salariales brutes applicable sur la taxe sur les actifs physiques. (Le crédit est octroyé à intérieur d'une période de 5 à 15 années) ▪ Le « R&D Credit » représente un crédit d'impôt sur le revenu de 5%, celui-ci est applicable sur l'augmentation marginale annuelle des dépenses en R&D (les entreprises peuvent choisir l'option d'un crédit de 5% des dépenses totales annuelle en R&D si celles-ci surpassent 10% des ventes totales dans l'État). Le crédit ne peut excéder la valeur nominale de 500 000\$ (sur une base annuelle); www.econ.state.or.us/financei.htm

⁵¹ Oklahoma Department of Commerce. [Business Incentives and Tax Guide](#) (2004).

⁵² Association of Washington Business, [2003 economic incentives case study: keeping and attracting businesses](#), Washington's Chamber of Commerce (2003).

<p>Pennsylvanie⁵³</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'exemption à taxe de vente et d'utilisation comprend aussi un crédit d'impôt à la R&D ▪ Le « Job Creation Tax Credit » offre un crédit d'impôt sur les taxes des sociétés dont la valeur ne peut excéder 1000\$ par emploi créé. Ces entreprises s'engagent à créer des nouveaux emplois d'une proportion variant entre 20 et 25% pour une période de 3 années; www.newpa.com/default.aspx?id=223 ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée dans une « Enterprise Zone » sont éligibles à un crédit d'impôt de 20% ou 250 000\$ (le montant inférieur sera retenu). Le crédit sera calculé en fonction des investissements en immobilier ou propriété; http://koz.newpa.com/ ▪ L'État subventionne partiellement les programmes de formation qui résultera en la création d'emplois temps plein ou une augmentation du salaire moyen de l'entreprise.
<p>Rhode Island⁵⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Job Development Act of 1994 » offre aux entreprises qui procèdent à la création nette d'emplois une réduction de l'impôt sur le revenu des corporations pouvant aller jusqu'à 6%; www.riedc.com/files/1AllIncentives_2004.pdf ▪ Les entreprises manufacturières sont éligibles à un crédit d'impôt sur le revenu des corporations de 4%, l'impôt sur le revenu personnel des nouveaux établissements et les investissements en équipement et machineries; Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur des limites des « Enterprise Zones » peuvent obtenir un crédit d'impôt calculé en fonction des dépenses en terme de salaires ou une réduction d'impôt de 50 000\$ pour les employeurs résident de l'État. ▪ Un crédit d'impôt à l'investissement de 10% est octroyé pour les dépenses en terme d'équipement et de machineries directement impliqués dans la R&D.
<p>Tennessee⁵⁵</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises nouvelles ou en expansion peuvent recevoir des crédits d'impôt sur les sociétés équivalant à 1 % des coûts liés à l'achat, à l'installation ou à la réparation de machines industrielles; le crédit d'impôt total pour une année ne peut dépasser 50 % de l'impôt à payer par l'entreprise; www.state.tn.us/ecd/bizdev_incentives.htm ▪ Les entreprises nouvelles ou en expansion peuvent recevoir des crédits d'impôt de franchise d'un montant de 2 000 \$US par nouvel employé à temps plein, ou 3 000 \$US dans les comtés en difficultés économiques - l'impôt de franchise est basé sur les actions émises et en circulation, les excédents et le pourcentage des bénéfices non répartis versé au Tennessee à la fin de l'année financière; au minimum 25 nouveaux emplois doivent être créés et 500 000 \$US investis. ▪ Aucun impôt sur le revenu des particuliers de l'État n'est prélevé sur les salaires ou les traitements des employés.

⁵³ Moller, Other States's Incentives.

⁵⁴ Rhode Island Economic Development Corporation . En ligne. <www.riedc.com/>.

⁵⁵ Industrie Canada, U.S. State Programs for New Investments.

<p>Texas⁵⁶</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur des limites d'une « Enterprise Zone » sont éligibles à un remboursement de la taxe de vente et d'utilisation versé à l'État pour l'achat de machineries, équipements, matériaux de construction, etc. Le plafond quant à ces remboursements est de 1 250 000\$ (ou 250 000\$ par année pour une période de 5 années); ▪ Le « Smart Jobs Fund » vise principalement les entreprises de 100 employés ou plus et dont les recettes brutes excèdent 1 million annuellement, celles-ci peuvent obtenir une subvention pouvant représenter 1454\$ par employé participant aux programmes de formation de l'entreprise. www.tded.state.tx.us/Incentives.htm
<p>Utah⁵⁷</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur d'une « Enterprise Zone » sont éligibles à un crédit d'impôt sur le revenu dont la valeur est de 750\$ par emploi temps plein créé. Aussi, un crédit d'impôt à l'investissement et exemptions à la taxe de vente est disponible pour les entreprises éligibles; ▪ L'État met à la disposition des entreprises naissantes ou en expansion des programmes de formation et de perfectionnement des employés; www.edcutah.org/PDF/business%20economic%20data/Section%2010%20Business%20Incentives.pdf
<p>Vermont⁵⁸</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Payroll Tax Credit » permet aux entreprises d'obtenir un crédit d'impôt dont la valeur varie entre 5 et 10% de l'augmentation marginale annuelle des dépenses en salaires pour les employés temps plein. ▪ Le « R&D Tax Credit/Sustainable Technology R&D Tax Credit » permet aux entreprises d'obtenir un crédit d'impôt pouvant atteindre 10% pour les dépenses reconnues en R&D et pouvant atteindre 30% en ce qui attrait aux dépenses en R&D dans le domaine des technologies durables. ▪ Le « Capital Investment Tax Credit » vise les entreprises dont la valeur des investissements en immobilier, équipement et machinerie excède 150 000\$, celles-ci peuvent réclamer un crédit d'impôt dont la valeur est située entre 5 et 10%; www.vermont.gov/doing_business/business.html ▪ Le « Workforce Development Credit » permet aux entreprises de réclamer un crédit d'impôt pouvant représenter 10% des dépenses reconnues quant aux programmes de formation et de perfectionnement des employés.

⁵⁶ Moller, Other States's Incentives.

⁵⁷ Ibid.

⁵⁸ Vermont Economic Development Authority, [Guide to Vermont Economic Advancement Tax Incentive Program](#) (Juillet 2003).

<p>Virginie⁵⁹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les Achats de machineries, d'équipements, d'outils, pièces de remplacement destinées directement à la production manufacturière, minière, aux activités de raffinage et de transformation sont exempt de la taxe de vente et d'utilisation. (la taxe de vente et d'utilisation est de 4,5%); www.yesvirginia.org/Virginia_Advantage/BusinessIncentives.aspx ▪ Le « Major Business Facility Job Tax Credit » offre aux entreprises éligibles ou en expansion un crédit d'impôt corporatif maximal de 1000\$ par nouvel emploi temps plein créé. ▪ Les entreprises dont l'activité productive est localisée à l'intérieur des limites d'une « Enterprise Zone » sont, entre autres, éligibles à un crédit sur les passifs d'impôt sur le revenu pouvant aller jusqu'à 80%, la première année d'éligibilité et 60% de la deuxième année d'éligibilité à la dixième. ▪ Le « Investment Tax Credit » est valide pour les entreprises dont les investissements excèdent 100 millions \$ et la création d'au moins 200 emplois, celles-ci peuvent obtenir un crédit d'impôt sur le revenu pouvant représenter 5% des investissements. ▪ Il existe au niveau du « Workforce Services Division » plusieurs programmes de subventions et de support aux entreprises en ce qui attrait à la formation et perfectionnement des employés, dont entre autres : le « New Jobs Program » qui offre des subventions monétaires et le support technique pour les entreprises qui ont effectuées un investissement en capital excédant 1 million et la création d'au moins 25 nouveaux emplois.
<p>Virginie occidentale⁶⁰</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Corporate Headquarters Credit » offre aux entreprises, dont l'emplacement de leur société mère ont été déménagé dans l'État, un crédit d'impôt de 10% s'il y a eu la création nette de 15 nouveaux emplois (la valeur du crédit augmente à 50% s'il y a création nette d'au moins 50 emplois); www.littlekanawha.com/doingbusiness.htm ▪ Le « Manufacturing Investment Credit » offre un crédit d'impôt de 50% sur le revenu net des corporations et l'impôt de franchise. (il n'y a pas de critère de création d'emplois). ▪ Les achats d'équipements et de matériau destinés à la production manufacturière sont exempts de la taxe de vente et d'utilisation (dont le pourcentage actuel est de 6%).

⁵⁹ Virginia Economic Development Partnership, [Business incentives 2003-2004](#) (2003).

⁶⁰ West Virginia Development Office. En ligne. <www.wvdo.org/business/financing.html>.

<p>Washington⁶¹</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ «Distressed Area Sales and Use Tax Deferral/Exemptions Program» : une exemption à la taxe de vente et d'utilisation est offerte aux entreprises éligibles pour les dépenses en matière R&D, d'activité informatique et manufacturier. Il existe aussi un critère de création d'au moins un emplois par tranche d'investissement de 750 000\$; www.choosewashington.com/state_data/Incentives.asp ▪ Le « Business and Occupation Job Training Tax Credit» est offert aux entreprises localisées dans une zone qualifiée « économiquement faible ». La valeur du crédit ne peut excéder 5000\$ sur une base annuelle. ▪ Le « High Technology Business and Occupation Tax Credit» offre aux entreprises éligibles un crédit d'impôt sur une base annuelle dont la valeur peut aller jusqu'à 2 millions \$. Ce crédit sera fonction des dépenses en R&D dans les domaines de la haute technologie. ▪ Le « The Washington State Job Skills Program» subventionne les programmes personnalisés de formation et perfectionnement des employés. L'entreprise doit investir au moins 50% de la valeur de la subvention.
<p>Wisconsin⁶²</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le programme « Business Employment Skills Training » permet aux petites et moyennes entreprises des industries en difficultés de 25 travailleurs ou moins de recevoir un montant forfaitaire de la part du gouvernement d'État pour diminuer les coûts de formation ou de perfectionnement des nouveaux employés; www.wisconsin.gov/state/core/wisconsin_business_incentives.html ▪ Le programme « Enterprise Zone » soutient les entreprises naissantes ou en expansion des régions défavorisées en leur offrant des incitatifs fiscaux tels les crédits à la création d'emploi, crédits à l'impôt corporatif, etc. ▪ L'État soutient les petites entreprises manufacturières par l'intermédiaire du programme « Industrial Revenue Bond ». ▪ La R&D est subventionné par le programme « Technology Development Fund » qui impose des critères d'éligibilité tels que la compagnie possède un échéance de 2 à 3 années pour commercialiser le produit.
<p>Wyoming⁶³</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le « Workforce Development Training Grant » offre aux employeurs éligibles une subvention monétaire pouvant atteindre 2000\$ par employé. (un des critères est que les dépenses de formation soient effectuées dans les domaines où il y a une pénurie de travailleurs).

⁶¹ Moller, Other States's Incentives.

⁶² The State of Wisconsin's Department of Commerce. En ligne. <<http://commerce.wi.gov/BD/BD-Org.html>>.

⁶³ Wyoming Business Council. En ligne. <www.wyomingbusiness.org/brc/index.cfm>.

Tableau 2

Fonds publics alloués sous forme de subventions⁶⁴

Lieu	Compagnie	Date	Investissement de la compagnie (millions \$)	Emplois créés	Incitatifs financiers	Somme totale des aides publiques (millions \$)	coût par emploi
Texas	Toyota	2003	800	2000	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention directe de 15 millions \$ pour la construction d'un chemin de fer. • L'État offre un programme de formation pour les 2000 travailleurs temps plein. • 14 millions \$ pour le développement de l'infrastructure du terrain. 	133	66 500
Alabama	Hyundai	2002	1000	2000	<ul style="list-style-type: none"> • 18,2 millions \$ en terme d'incitatifs économiques privés. • 234,6 millions \$ en terme d'incitatifs économiques publics (formation et perfectionnement des employés, credit d'impôt pour la taxe de vente et d'utilisation, etc.) 	252,8	126 400
Indiana	Toyota	1998	1200	2300	-	100	43 000
Oregon	Fujitsu	1997	1300	445	-	23	52 000

⁶⁴ Sources: Texas: Jack Lyne. « [Toyota picks Texas for 2000 employees, 800M assembly plant](#) », *Site Selection*, 10 février 2003; Alabama: Karim Kham, « [Low Cost, Skilled Southeast Labor](#) », *Business Facilities*, 2 juin 2002; autres États: Ronald B. Davies. [State Tax Competition for Foreign Direct Investment: A Winnable War?](#), University of Oregon Working Paper Series, number 228 (mai 2000).

Alabama	Mercedes	1993	250	1400	<ul style="list-style-type: none"> • Offre de terrain • L'État assume le coûts des salaires pour une année. • Abattements d'impôt foncier • Crédit d'impôt pour les déboursements de salaires. 	300	160 000
Kentucky	Toyota	1988	800	3000	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation parrainés par l'État. • Amélioration de l'infrastructure du terrain et des routes. • Programmes de support pour les familles et employés japonais 	325	108 333
Illinois	Diamond Star	1988	650	2900	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation des employés offerts par l'État • Amélioration de l'infrastructure routière, portuaire du terrain, etc. • Abattements d'impôt foncier. 	118,3	41 000
Indiana	Isuzu/Fuji	1988	500	1700	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation des employés offerts par l'État • Amélioration de l'infrastructure du terrain routière, portuaire, etc. • Abattements d'impôts fonciers. • Fonds de « transition culturel» pour les familles japonaise de un million de dollars. 	86	51 000

Michigan	Mazda	1987	550	3500	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation des employés offerts par l'État • Amélioration de l'infrastructure des égouts, ferroviaire, etc. • Abattements d'impôts • Prêts spéciaux totalisant 500 000\$ 	52	15 000
Tennessee	Nissan	1983	850	3300	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation des employés offerts par l'État • Amélioration de l'infrastructure routière, portuaire du terrain, etc. • Abattements d'impôts fonciers. 		
Ohio	Honda	1982	870	4200	<ul style="list-style-type: none"> • Abattements d'impôt sur les biens immobiliers. • Subvention octroyée antérieurement pour l'usine de motocyclettes (16,4 millions \$). 	16,4	3904
Pennsylvanie	Volkswagen	1978	236	2500	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de formation des employés • Prêts à taux réduit • Amélioration de l'infrastructure routière et ferroviaire • Abattements d'impôt local 	86	34 400

Notes & Analyses sur les États-Unis/on the USA

Cette série est publiée par la Chaire d'études politiques et économiques américaines de l'Université de Montréal (www.cepea.umontreal.ca). Elle présente des travaux de synthèse, des analyses plus approfondies et des notes de recherche sur des enjeux contemporains touchant la politique et l'économie aux États-Unis.

This series is published by the Chair in American Political and Economic Studies at the Université de Montréal (www.cepea.umontreal.ca). It features short notes, analytical works and working papers on contemporary political and economic issues in the United States.

6. Linda Lee, [Inventaire des politiques industrielles aux États-Unis : portrait d'un paradoxe](#) (Note), Août 2005.
5. Pierre Martin and/et Christian Trudeau, [The Political Economy of State-Level Legislative Response to Services Offshoring in the United States, 2003-2004](#) (working paper / note de recherche), Avril/Avril 2005.
4. Richard Nadeau et Pierre Martin, [La présidentielle de 2004. Une lutte serrée, des conventions au vote... et au delà](#) (Analyse), Novembre 2004.
3. Daniel Brisson, Alexandre Carette et Pasquale Salvaggio, [Élections présidentielles américaines. Comment se distinguent les candidats sur les principaux enjeux de politique étrangère ?](#) (Note), Octobre 2004.
2. Linda Lee, [Les politiques d'achat chez nous à l'américaine : le retour en force des lois « Buy American » aux États-Unis](#) (Note), Septembre 2004.
1. Linda Lee, [Délocalisation outre frontière de l'emploi : le point sur l'activité législative aux États-Unis](#) (Note), juin 2004.